



## **Eurobaromètre Standard 81 Printemps 2014**

# **LES EUROPÉENS, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE**

## **RAPPORT**

Terrain : juin 2014

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication.

[http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

**Eurobaromètre Standard 81 / Printemps 2014 – TNS opinion & social**

**Eurobaromètre Standard 81**  
**Printemps 2014**

**Les Européens, l'Union européenne et la crise**

Étude réalisée par TNS opinion & social à la demande de  
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,  
Direction générale Communication  
(DG COMM Unité "Stratégie, actions de  
communication corporate et Eurobaromètre")

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ? .....</b>	<b>4</b>
<b>II. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE.....</b>	<b>11</b>
<b>III. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>17</b>
<b>1. UN RÔLE TOUJOURS MARQUÉ POUR L'UNION EUROPÉENNE.....</b>	<b>17</b>
<b>2. LES MESURES LES PLUS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE .....</b>	<b>21</b>
<b>IV. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ? .....</b>	<b>26</b>
<b>1. DES RÉFORMES NÉCESSAIRES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ET RÉDUIRE LA DETTE PUBLIQUE .....</b>	<b>26</b>
<b>2. QUELLES MESURES POUR RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ? .....</b>	<b>34</b>
<b>ANNEXES</b>	
<b>Spécifications techniques</b>	

## INTRODUCTION

L'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2014 (EB81) a été réalisée au début du mois de juin 2014, à un moment où l'éclaircie économique entraperçue à l'automne 2013 (EB80) semblait se confirmer : en effet, quelques semaines avant la réalisation de l'enquête, la Commission européenne publiait des prévisions de croissance encourageantes pour le printemps 2014<sup>1</sup> : la croissance du PIB pour l'ensemble de l'année 2014 devrait atteindre 1,6% dans l'ensemble de l'Union européenne, et 1,2% dans la zone euro. Pour rappel, en 2013, les chiffres correspondant étaient respectivement de +0,1% et -0,4% de croissance du PIB. Dans le même temps, les statistiques du chômage pour avril 2014<sup>2</sup> indiquaient une baisse de 0,5 point par rapport à la même période en 2013 (de 10,9% à 10,4% de la population active). Les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9%), en Allemagne (5,2%) ainsi qu'au Luxembourg (6,1%), et les plus élevés en Grèce (26,5% en février 2014) et en Espagne (25,1%).

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre Standard 81 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume présente l'état de l'opinion publique dans l'Union européenne. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la stratégie Europe 2020 ; la crise financière et économique ; la citoyenneté européenne ; les conditions de vie des Européens. Le présent volume est consacré à la crise financière et économique.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 31 mai et le 14 juin 2014<sup>3</sup> dans 34 pays ou territoires : les 28 Etats membres de l'Union européenne, les cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)<sup>4</sup>. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS opinion & social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance<sup>5</sup>, qui permettent d'évaluer la précision des résultats d'un sondage, en fonction de la taille de l'échantillon interrogé par rapport à la taille totale de la population étudiée.

<sup>1</sup> [http://ec.europa.eu/economy\\_finance/publications/european\\_economy/2014/pdf/ee3\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2014/pdf/ee3_en.pdf)

<sup>2</sup> [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY\\_PUBLIC/3-03062014-BP/FR/3-03062014-BP-FR.PDF](http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-03062014-BP/FR/3-03062014-BP-FR.PDF)

<sup>3</sup> Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

<sup>4</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm)

<sup>5</sup> Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
BG	Bulgarie	LU	Luxembourg
CZ	République tchèque	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
HR	Croatie	SI	Slovénie
IE	Irlande	SK	Slovaquie
IT	Italie	FI	Finlande
CY	République de Chypre*	SE	Suède
LT	Lituanie	UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque	UE28	Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres
TR	Turquie	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK, LV
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine **	Hors zone euro	BG, CZ, DK, HR, HU, LT, PL, RO, SE, UK
IS	Islande		
ME	Monténégro		
RS	Serbie		

\* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE28. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

\*\* Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

\* \* \* \* \*

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe  
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

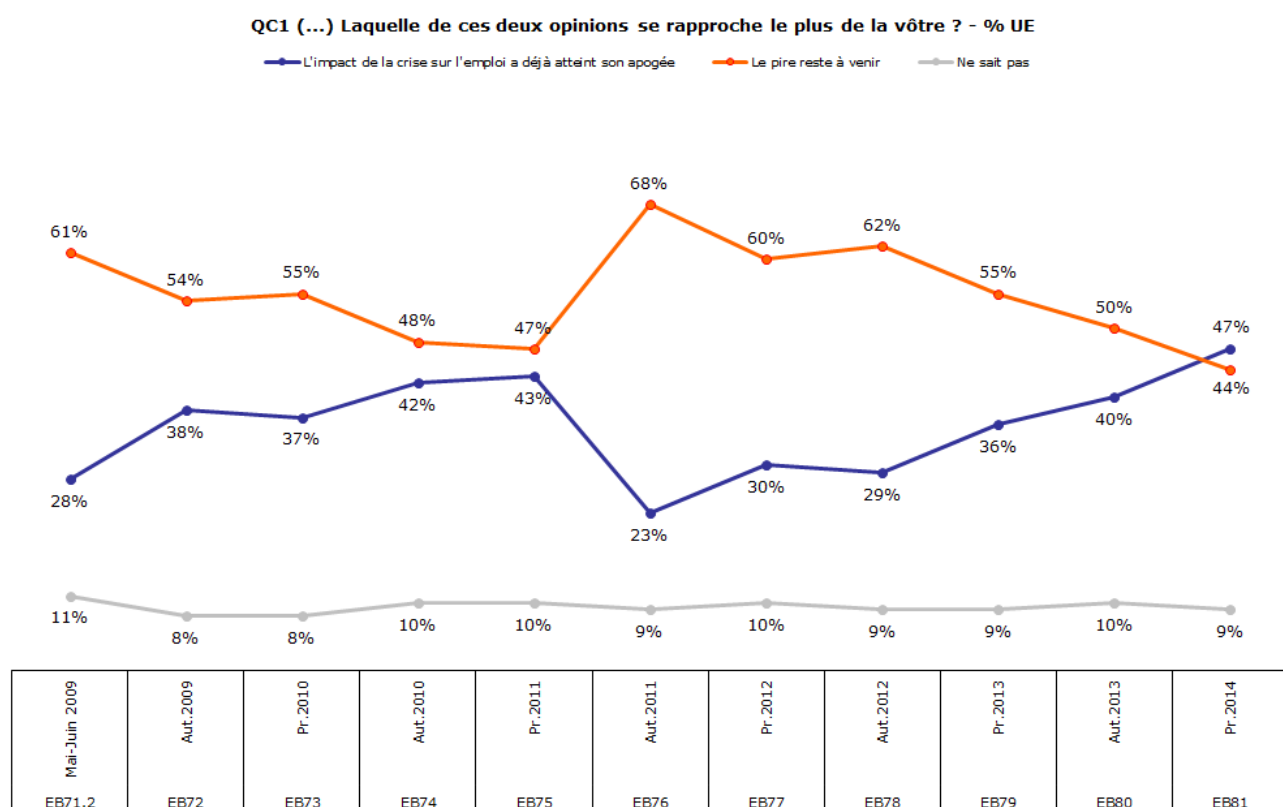
*Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.*

## I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?

### - L'optimisme devient majoritaire chez les Européens -

Poursuivant une tendance amorcée depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2012 (EB78), **le pessimisme lié à l'impact de la crise sur l'emploi** continue de reculer ; seuls **44% des Européens considèrent que « le pire reste à venir »**<sup>6</sup> (-6 points de pourcentage depuis l'automne 2013). Il s'agit du niveau de pessimisme le plus bas depuis l'enquête Eurobaromètre Spécial réalisée en mai-juin 2009<sup>7</sup>, première fois où la question avait été posée. En parallèle, de plus en plus de personnes interrogées pensent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. Sans atteindre la majorité absolue, ce score est le plus élevé jamais atteint sur cet indicateur (47%, +7 depuis l'automne 2013).

**Pour la première fois, les deux courbes se croisent**, et l'optimisme en ce qui concerne l'impact de la crise sur l'emploi est majoritaire.



<sup>6</sup> QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

<sup>7</sup> [http://ec.europa.eu/public\\_opinion/archives/ebs/ebs\\_308\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_308_en.pdf)

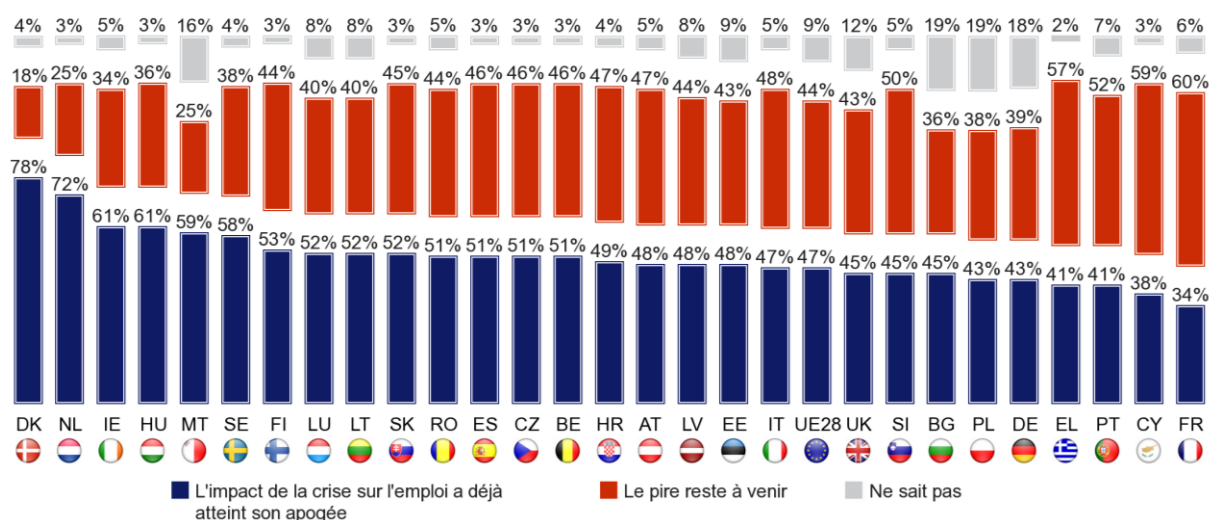
L'opinion selon laquelle **l'impact de la crise a déjà atteint son apogée est majoritaire dans 22 Etats membres** (contre 11 à l'automne 2013). Elle est moins prononcée dans les pays de la zone euro, où les personnes interrogées sont parfaitement divisées (46%, contre 46% pour qui « le pire reste à venir ») que dans les pays en dehors de la zone euro (48% contre 41%).

L'optimisme est le plus fortement répandu au Danemark (78%), aux Pays-Bas (72%), en Irlande et en Hongrie (61% dans les deux pays), à Malte (59%) et en Suède (58%).

A l'inverse, le sentiment que « le pire reste à venir » est majoritaire dans six pays (contre 16 à l'automne 2013) : en France (60%), à Chypre (59%), en Grèce (57%), au Portugal (52%), en Slovanie (50%) et en Italie (48%, contre 47% pour qui l'impact de la crise sur l'emploi a « atteint son apogée »).

Le taux de réponses « ne sait pas » atteint presque un cinquième de la population en Bulgarie et en Pologne (19% dans les deux pays), ainsi qu'en Allemagne (18%).

**QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?**



**Le sentiment que l'impact de la crise a déjà atteint son apogée a progressé de manière plus importante dans les pays de la zone euro** (46%, +9 points de pourcentage) que dans les pays en dehors de cette zone (48%, +4), resserrant ainsi l'écart existant entre les deux groupes de pays.

La hausse de la proportion de personnes interrogées estimant que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée, déjà observée dans l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 (EB80), concerne la plupart des pays : la Pologne (43%, -5 points de pourcentage) et l'Estonie (48%, -4) sont les seules exceptions. Les progressions les plus importantes sont observées à Chypre (38%, +27), en Roumanie (51%, +17), en Slovénie (45%, +16), au Portugal (41%, +16) et au Luxembourg (52%, +15).



































**De même, le nombre d'Européens pensant que « le pire reste à venir » est en décroissance dans 23 Etats membres**, et tout particulièrement à Chypre (59%, -28 points de pourcentage). Conséquence de ces évolutions, le rapport d'opinion entre optimistes et pessimistes s'inverse favorablement dans dix Etats membres par rapport à l'automne 2013 : en Roumanie, au Luxembourg, en Finlande, en Lituanie, en Espagne, en Belgique, en Croatie, en Lettonie, au Royaume-Uni et en Allemagne.

**Dans les pays candidats, l'optimisme concernant l'impact de la crise sur l'emploi est majoritaire dans quatre pays** : l'Islande (69% pour la réponse « a déjà atteint son apogée »), le Monténégro (53%), l'ancienne République yougoslave de Macédoine (49%) et la Turquie (47%). La Serbie est le seul pays où la majorité des personnes interrogées pense que « le pire reste à venir » (48%, contre 45% « a déjà atteint son apogée »).

**Dans ces cinq pays, la proportion de personnes interrogées qui pensent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée est en évolution positive** par rapport à l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 (EB80), avec l'évolution la plus marquée en Islande (69%, +11 points de pourcentage). Pourtant, dans trois pays, ils sont aussi plus nombreux qu'à l'automne à penser que « le pire reste à venir » : en Turquie (46%, +7), en Serbie (48%, +7) et au Monténégro (43%, +3), évolution s'expliquant par une baisse des réponses « ne sait pas ».






































QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Le pire reste à venir	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Ne sait pas	Diff. Pr.2014-Aut.2013
 UE28	47%	<b>+7</b>	44%	<b>-6</b>	9%	<b>-1</b>
ZONE EURO	46%	<b>+9</b>	46%	<b>-7</b>	8%	<b>-2</b>
HORS ZONE EURO	48%	<b>+4</b>	41%	<b>-5</b>	11%	<b>+1</b>
 CY	38%	<b>+27</b>	59%	<b>-28</b>	3%	<b>+1</b>
 RO	51%	<b>+17</b>	44%	<b>-4</b>	5%	<b>-13</b>
 SI	45%	<b>+16</b>	50%	<b>-15</b>	5%	<b>-1</b>
 PT	41%	<b>+16</b>	52%	<b>-15</b>	7%	<b>-1</b>
 LU	52%	<b>+15</b>	40%	<b>-15</b>	8%	<b>=</b>
 EL	41%	<b>+14</b>	57%	<b>-14</b>	2%	<b>=</b>
 NL	72%	<b>+12</b>	25%	<b>-9</b>	3%	<b>-3</b>
 IT	47%	<b>+12</b>	48%	<b>-7</b>	5%	<b>-5</b>
 ES	51%	<b>+11</b>	46%	<b>-9</b>	3%	<b>-2</b>
 HU	61%	<b>+9</b>	36%	<b>-4</b>	3%	<b>-5</b>
 SE	58%	<b>+8</b>	38%	<b>-6</b>	4%	<b>-2</b>
 LT	52%	<b>+8</b>	40%	<b>-6</b>	8%	<b>-2</b>
 DK	78%	<b>+7</b>	18%	<b>-8</b>	4%	<b>+1</b>
 FI	53%	<b>+6</b>	44%	<b>-7</b>	3%	<b>+1</b>
 BE	51%	<b>+6</b>	46%	<b>-7</b>	3%	<b>+1</b>
 UK	45%	<b>+6</b>	43%	<b>-11</b>	12%	<b>+5</b>
 IE	61%	<b>+5</b>	34%	<b>-1</b>	5%	<b>-4</b>
 MT	59%	<b>+5</b>	25%	<b>-2</b>	16%	<b>-3</b>
 LV	48%	<b>+5</b>	44%	<b>-1</b>	8%	<b>-4</b>
 AT	48%	<b>+5</b>	47%	<b>+4</b>	5%	<b>-9</b>
 FR	34%	<b>+5</b>	60%	<b>-6</b>	6%	<b>+1</b>
 HR	49%	<b>+4</b>	47%	<b>-2</b>	4%	<b>-2</b>
 CZ	51%	<b>+3</b>	46%	<b>=</b>	3%	<b>-3</b>
 DE	43%	<b>+3</b>	39%	<b>-2</b>	18%	<b>-1</b>
 SK	52%	<b>+1</b>	45%	<b>+5</b>	3%	<b>-6</b>
 BG	45%	<b>+1</b>	36%	<b>+2</b>	19%	<b>-3</b>
 EE	48%	<b>-4</b>	43%	<b>+3</b>	9%	<b>+1</b>
 PL	43%	<b>-5</b>	38%	<b>-1</b>	19%	<b>+6</b>
CY (tcc)	24%	<b>-6</b>	67%	<b>+6</b>	9%	<b>=</b>
 IS	69%	<b>+11</b>	27%	<b>-11</b>	4%	<b>=</b>
 MK	49%	<b>+7</b>	46%	<b>-2</b>	5%	<b>-5</b>
 RS	45%	<b>+5</b>	48%	<b>+7</b>	7%	<b>-12</b>
 ME	53%	<b>+4</b>	43%	<b>+3</b>	4%	<b>-7</b>
 TR	47%	<b>+2</b>	46%	<b>+7</b>	7%	<b>-9</b>

**En comparant avec les résultats de mai-juin 2009**, quand la question avait été posée pour la première fois, **on constate une très forte progression de l'optimisme en cinq ans** : la proportion d'Européens qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée a progressé de 19 points de pourcentage (de 28% à 47%). Cette opinion est en hausse **dans chacun des 28 Etats membres<sup>8</sup>** : les évolutions les plus importantes sont observées au Danemark (78%, +42), en Irlande (61%, +40) et aux Pays-Bas (72%, +39). Ces hausses sont cependant moins fortes en France (34%, +9) et en Pologne (43%, +10).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff Pr.2014-mai-juin 2009	Le pire reste à venir	Diff Pr.2014-mai-juin 2009	Ne sait pas	Diff Pr.2014-mai-juin 2009
	UE28	47%	<b>+19</b>	44%	<b>-17</b>	9%	<b>-2</b>
	DK	78%	<b>+42</b>	18%	<b>-40</b>	4%	<b>-2</b>
	IE	61%	<b>+40</b>	34%	<b>-32</b>	5%	<b>-8</b>
	NL	72%	<b>+39</b>	25%	<b>-36</b>	3%	<b>-3</b>
	HR	49%	<b>+36</b>	47%	<b>-26</b>	4%	<b>-10</b>
	HU	61%	<b>+36</b>	36%	<b>-30</b>	3%	<b>-6</b>
	LV	48%	<b>+35</b>	44%	<b>-38</b>	8%	<b>+3</b>
	LT	52%	<b>+34</b>	40%	<b>-34</b>	8%	<b>=</b>
	LU	52%	<b>+32</b>	40%	<b>-33</b>	8%	<b>+1</b>
	RO	51%	<b>+32</b>	44%	<b>-14</b>	5%	<b>-18</b>
	BG	45%	<b>+29</b>	36%	<b>-14</b>	19%	<b>-15</b>
	MT	59%	<b>+29</b>	25%	<b>-30</b>	16%	<b>+1</b>
	SK	52%	<b>+29</b>	45%	<b>-21</b>	3%	<b>-8</b>
	EE	48%	<b>+28</b>	43%	<b>-33</b>	9%	<b>+5</b>
	BE	51%	<b>+25</b>	46%	<b>-23</b>	3%	<b>-2</b>
	CZ	51%	<b>+22</b>	46%	<b>-18</b>	3%	<b>-4</b>
	DE	43%	<b>+22</b>	39%	<b>-30</b>	18%	<b>+8</b>
	FI	53%	<b>+21</b>	44%	<b>-21</b>	3%	<b>=</b>
	CY	38%	<b>+19</b>	59%	<b>-14</b>	3%	<b>-5</b>
	SI	45%	<b>+19</b>	50%	<b>-18</b>	5%	<b>-1</b>
	PT	41%	<b>+18</b>	52%	<b>-4</b>	7%	<b>-14</b>
	ES	51%	<b>+16</b>	46%	<b>-11</b>	3%	<b>-5</b>
	AT	48%	<b>+16</b>	47%	<b>-4</b>	5%	<b>-12</b>
	UK	45%	<b>+14</b>	43%	<b>-20</b>	12%	<b>+6</b>
	EL	41%	<b>+13</b>	57%	<b>-12</b>	2%	<b>-1</b>
	SE	58%	<b>+13</b>	38%	<b>-14</b>	4%	<b>+1</b>
	IT	47%	<b>+12</b>	48%	<b>-1</b>	5%	<b>-11</b>
	PL	43%	<b>+10</b>	38%	<b>-12</b>	19%	<b>+2</b>
	FR	34%	<b>+9</b>	60%	<b>-7</b>	6%	<b>-2</b>
	CY (tcc)	24%	<b>*NP</b>	67%	<b>*NP</b>	9%	<b>*NP</b>
	MK	49%	<b>+24</b>	46%	<b>-18</b>	5%	<b>-6</b>
	IS	69%	<b>*NP</b>	27%	<b>*NP</b>	4%	<b>*NP</b>
	ME	53%	<b>*NP</b>	43%	<b>*NP</b>	4%	<b>*NP</b>
	RS	45%	<b>*NP</b>	48%	<b>*NP</b>	7%	<b>*NP</b>
	TR	47%	<b>+8</b>	46%	<b>+1</b>	7%	<b>-9</b>

\*NP = Non posée. La question n'était pas posée dans ces pays / territoires lors de l'enquête précédente.

<sup>8</sup> Rappelons cependant que la Croatie n'était pas membre de l'UE en 2009.

**D'un point de vue sociodémographique**, les résultats sont relativement homogènes sur des critères tels que l'âge, le statut familial et le lieu d'habitation (urbains vs. non urbains).

On notera cependant que les hommes sont plus nombreux à estimer que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (50%, pour 44% des femmes), une majorité de femmes considérant à l'inverse que « le pire reste à venir » (46% pour 43% des hommes).

S'il y a peu de différences liées à l'âge, les personnes âgées de 55 à 64 ans se distinguent : en effet, elles sont majoritairement pessimistes : 48% pensent que « le pire reste à venir » (contre 43%).






Les personnes âgées de 45 à 54 ans sont parfaitement partagées (46% contre 46%), et l'optimisme l'emporte dans toutes les autres catégories d'âge.

**Les niveaux d'éducation et les catégories socioprofessionnelles font apparaître des clivages plus importants.** Les personnes qui ont continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard sont plus nombreuses à penser que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (54%, pour 39% de ceux qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt), tout comme les cadres (58%, pour 41% des ouvriers, et 36% des chômeurs).

Par ailleurs, les personnes qui s'auto-positionnent dans le haut de l'échelle sociale sont plus nombreuses à penser que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (60%, pour 34% de ceux qui se placent dans le bas).

Enfin, **l'optimisme est nettement plus prononcé chez ceux qui pensent que leur voix compte dans l'Union européenne** (58%, pour 38% chez ceux qui pensent que leur voix ne compte pas), **et ceux qui voient la mondialisation comme une opportunité** (57%, pour 36% de ceux qui sont de l'avis contraire).












QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Le pire reste à venir	Ne sait pas
UE28	47%	44%	9%
 <b>Sexe</b>			
Homme	50%	43%	7%
Femme	44%	46%	10%
 <b>Age</b>			
15-24	48%	42%	10%
25-34	46%	45%	9%
35-44	50%	42%	8%
45-54	46%	46%	8%
55-64	43%	48%	9%
65-74	46%	45%	9%
75+	45%	43%	12%
 <b>Age de fin d'études</b>			
15-	39%	52%	9%
16-19	43%	47%	10%
20+	54%	38%	8%
Toujours étudiant	53%	37%	10%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>			
Indépendants	56%	36%	8%
Cadres	58%	35%	7%
Autres employés	51%	40%	9%
Ouvriers	41%	50%	9%
Hommes/ femmes au foyer	46%	45%	9%
Chômeurs	36%	57%	7%
Retraités	44%	46%	10%
Etudiants	53%	37%	10%
 <b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>			
Bas (1-4)	34%	57%	9%
Moyen (5-6)	46%	45%	9%
Haut (7-10)	60%	33%	7%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>			
D'accord	58%	33%	9%
Pas d'accord	38%	54%	8%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>			
D'accord	57%	35%	8%
Pas d'accord	36%	57%	7%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée

	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	47%	43%	51%	34%	47%	43%	45%	41%	41%	61%	38%
<b>Sexe</b>											
Homme	50%	49%	52%	36%	49%	44%	50%	44%	39%	65%	39%
Femme	44%	37%	50%	32%	45%	42%	40%	39%	42%	57%	36%
<b>Age</b>											
15-24	48%	40%	46%	37%	63%	40%	43%	49%	40%	55%	35%
25-39	48%	35%	48%	37%	50%	50%	48%	48%	46%	63%	33%
40-54	47%	42%	57%	31%	48%	41%	48%	36%	43%	66%	41%
55 +	44%	48%	50%	33%	41%	39%	40%	38%	36%	58%	41%
<b>Age de fin d'études</b>											
15-	39%	41%	49%	24%	41%	22%	34%	28%	37%	51%	28%
16-19	43%	38%	52%	31%	47%	37%	43%	42%	45%	55%	37%
20+	54%	51%	57%	39%	55%	52%	56%	47%	51%	72%	43%
Etudiants	53%	52%	46%	41%	66%	56%	35%	51%	35%	68%	40%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>											
Indépendants	56%	49%	70%	49%	53%	52%	59%	45%	38%	81%	37%
Cadres	58%	51%	62%	48%	67%	57%	57%	41%	47%	71%	45%
Autres employés	51%	33%	63%	38%	55%	50%	51%	49%	54%	67%	43%
Ouvriers	41%	33%	54%	26%	43%	35%	41%	40%	43%	63%	33%
Hommes/femmes au foyer	46%	42%	54%	22%	49%	49%	55%	42%	42%	47%	25%
Chômeurs	36%	28%	41%	28%	31%	30%	33%	26%	35%	45%	29%
Retraités	44%	49%	50%	34%	35%	39%	37%	41%	38%	58%	44%
Etudiants	53%	52%	43%	41%	67%	50%	35%	50%	39%	64%	40%

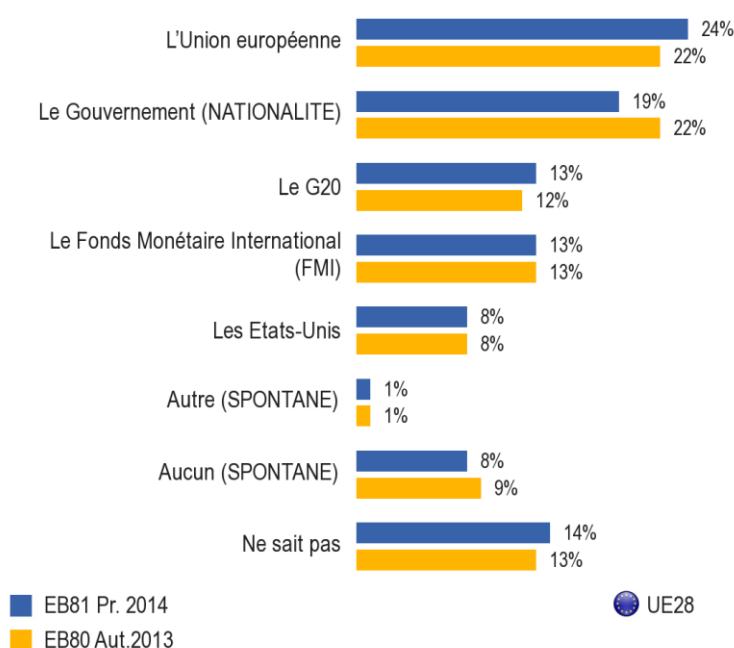
## II. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

### – L'Union européenne : l'acteur le plus efficace pour faire face à la crise –

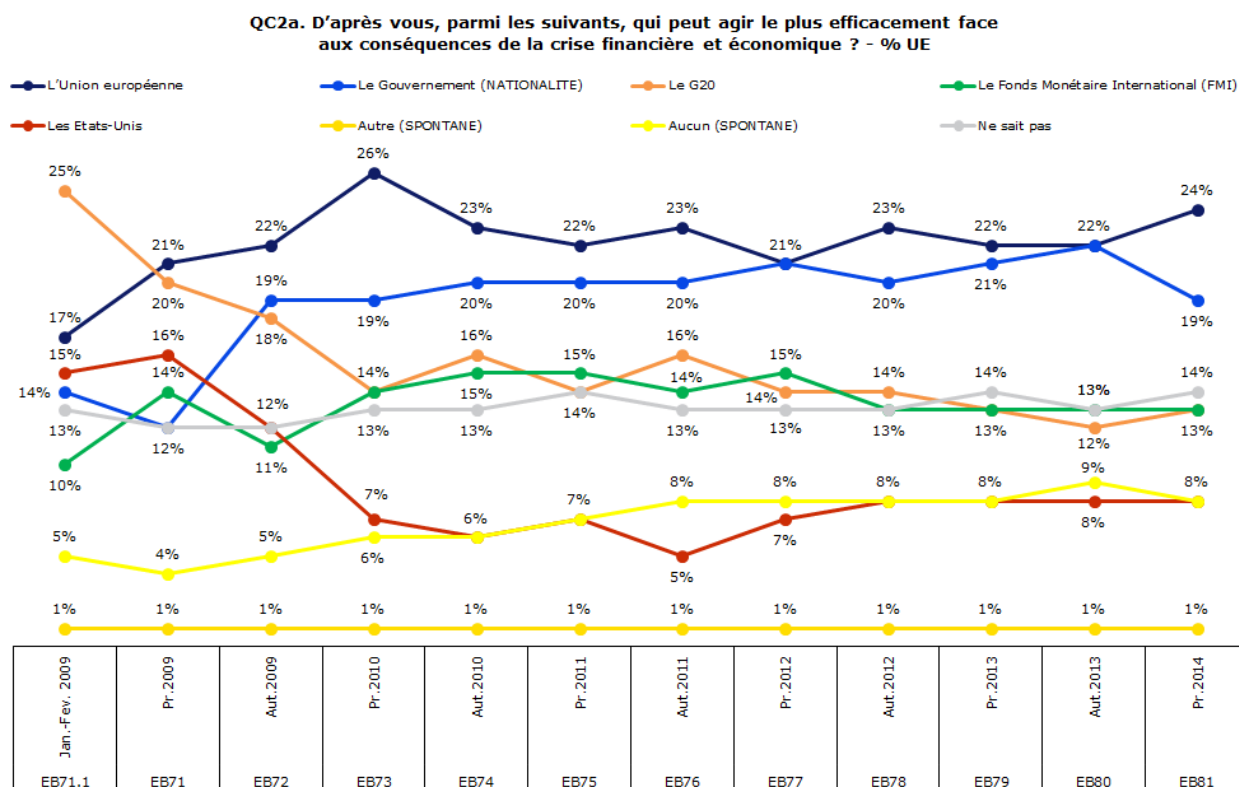
Quand on leur demande **quel acteur est à leurs yeux le plus efficace pour faire face aux conséquences de la crise économique et financière**<sup>9</sup>, les Européens **citent prioritairement l'Union européenne** (24%, +2 points de pourcentage depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013).

**Le Gouvernement national est ensuite mentionné par 19% des personnes interrogées**, un résultat en baisse de trois points de pourcentage. Alors que ces deux items se partageaient la première place à l'automne 2013, cinq points les séparent désormais : c'est le plus gros écart en faveur de l'UE depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2010 (EB73), où il était de sept points. **Le G20** obtient 13% des citations (+1 point de pourcentage), tout comme **le Fonds Monétaire International** (13%, sans changement). **Les Etats-Unis** recueillent 8% des citations, un score sans changement.

QC2a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



<sup>9</sup> QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) : Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE) ; NSP



**Une analyse par pays montre cependant des perceptions très différentes selon les Etats membres.**

**Les personnes interrogées dans les pays de la zone euro considèrent que l'Union européenne est la mieux placée pour agir efficacement contre la crise** (26%, +3 points de pourcentage), devant leur Gouvernement (17%, -3). Les avis sont inversés **hors zone euro, où les personnes interrogées font d'abord confiance à leur Gouvernement** (24%, -3) et ensuite à l'Union européenne (21%, sans changement).

**L'Union européenne est l'acteur le plus cité dans 20 des 28 Etats membres** (moyenne UE28 : 24%). Les personnes interrogées lui faisant le plus confiance se trouvent en Slovénie (35%, +5 points de pourcentage) et en Croatie (35%, +12), à Malte (34%, -2), ainsi qu'en Bulgarie (33%, -2), en Lituanie (33%, +5) et au Portugal (33%, +10). Des évolutions positives sont observables dans 16 Etats membres, et de façon particulièrement marquée en Croatie (35%, +12) et au Portugal (33%, +10). L'Union européenne est nettement moins citée au Royaume Uni (11%, +1) et en République tchèque (12%, +2), et elle connaît une évolution négative sensible en Pologne (29%, -5) et en Estonie (19%, -5).

**Le Gouvernement national est cité en tête par trois Etats membres** (moyenne UE28 : 19%) : la Roumanie (35%, -10 points de pourcentage), le Royaume Uni (33%, -3) et la Hongrie (31%, +7). Ceux qui ont le moins confiance dans leur propre Gouvernement pour agir efficacement contre la crise se trouvent en République tchèque (8%, +2) et en Estonie (8%, -3).

Le Gouvernement national est nettement moins cité qu'à l'automne 2013 en Croatie (13%, -10) et en Roumanie (35%, -10). A l'inverse, il progresse de la façon la plus marquée en Slovénie (17%, +8) et en Hongrie (31%, +7).

**Dans cinq Etats membres, les personnes interrogées citent le G20** (moyenne UE28 : 13%) **comme l'acteur le plus à même d'agir efficacement face à la crise.** Il s'agit de la République tchèque (38%, -1 point de pourcentage), des Pays-Bas – avec la plus forte des progressions – (34%, +8), de la Slovaquie (27%, sans changement), de l'Estonie (25%, =) et du Danemark (23%, +1). En Slovaquie, le G20 reçoit 27% des mentions, tout comme l'Union européenne. A l'opposé, le G20 reçoit le moins de citations en Irlande (6%, -3) et en Espagne (6%, =), et il connaît son recul le plus net au Luxembourg (17%, -5).

**Le Fonds Monétaire International** (moyenne UE28 : 13%) est cité en tête de toutes les options en Finlande (29%, +1 point de pourcentage). Il est également mentionné de façon importante aux Pays Bas (20%, +5) et au Luxembourg (20%, +3). Le résultat le plus bas est observable en Grèce (3%, -1). On note une évolution positive des scores dans 14 des 28 Etats membres, et notamment à Malte (16%, +8). A l'inverse, le FMI connaît une évolution négative dans dix pays, la plus marquée en Autriche (12%, -4).



































**Les Etats-Unis** (moyenne UE28 : 8%) sont principalement jugés comme l'acteur le mieux placé pour agir efficacement contre la crise par les personnes interrogées en République tchèque (17%, +1 point de pourcentage) et à Chypre (13%, +8, la plus forte des progressions). Les scores sont en progression dans 12 des 28 Etats membres, et en diminution dans 11 d'entre eux.

**Dans les pays candidats, le Gouvernement national** arrive en tête des citations dans trois pays : la Turquie (33%, +6 points de pourcentage), la Serbie (30%, +7) et l'Islande (25%, -1). L'Islande accorde par ailleurs une importance presque aussi grande au Fonds Monétaire International (24%, +4).

**L'Union européenne** est considérée comme l'acteur le mieux placé pour agir efficacement contre la crise dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (27%, +7 points de pourcentage) et au Monténégro (32%, +4). A noter que dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Gouvernement national enregistre une baisse importante (20%, -14).



QC2a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

		L'Union européenne	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Le G20	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Les Etats-Unis	Diff. Pr.2014-Aut.2013
	UE28	24%	<b>+2</b>	19%	<b>-3</b>	13%	<b>+1</b>	13%	=	8%	=
	ZONE EURO	26%	<b>+3</b>	17%	<b>-3</b>	13%	=	14%	=	7%	=
	HORS ZONE EURO	21%	=	24%	<b>-3</b>	14%	<b>+3</b>	11%	=	8%	<b>-1</b>
	BE	32%	<b>+3</b>	17%	=	20%	=	15%	<b>-2</b>	7%	<b>-1</b>
	BG	33%	<b>-2</b>	11%	<b>-4</b>	18%	<b>+3</b>	7%	<b>-2</b>	4%	<b>-2</b>
	CZ	12%	<b>+2</b>	8%	<b>+2</b>	38%	<b>-1</b>	15%	<b>+1</b>	17%	<b>+1</b>
	DK	20%	<b>+3</b>	15%	<b>-2</b>	23%	<b>+1</b>	17%	=	12%	<b>-3</b>
	DE	24%	=	17%	<b>-4</b>	16%	<b>-1</b>	11%	<b>-3</b>	4%	<b>+1</b>
	EE	19%	<b>-5</b>	8%	<b>-3</b>	25%	=	13%	<b>+3</b>	8%	<b>+3</b>
	IE	27%	<b>-1</b>	17%	<b>-2</b>	6%	<b>-3</b>	19%	<b>+2</b>	11%	<b>+3</b>
	EL	27%	<b>+5</b>	26%	<b>-3</b>	9%	=	3%	<b>-1</b>	6%	<b>+2</b>
	ES	23%	=	17%	=	6%	=	10%	<b>-1</b>	11%	=
	FR	27%	<b>+6</b>	15%	<b>-3</b>	13%	<b>-1</b>	19%	=	8%	=
	HR	35%	<b>+12</b>	13%	<b>-10</b>	11%	<b>+2</b>	14%	<b>-3</b>	10%	=
	IT	28%	<b>+6</b>	18%	<b>-5</b>	9%	<b>+2</b>	14%	<b>+2</b>	10%	=
	CY	22%	<b>-2</b>	15%	<b>-3</b>	12%	=	17%	<b>+2</b>	13%	<b>+8</b>
	LV	24%	<b>+2</b>	16%	<b>+3</b>	17%	<b>+1</b>	13%	<b>+4</b>	8%	<b>+3</b>
	LT	33%	<b>+5</b>	12%	=	15%	<b>+3</b>	11%	<b>+1</b>	8%	<b>-2</b>
	LU	31%	<b>-1</b>	10%	<b>+3</b>	17%	<b>-5</b>	20%	<b>+3</b>	6%	<b>-1</b>
	HU	27%	<b>+1</b>	31%	<b>+7</b>	9%	=	12%	=	10%	=
	MT	34%	<b>-2</b>	24%	<b>-7</b>	8%	=	16%	<b>+8</b>	6%	<b>+1</b>
	NL	20%	=	13%	<b>-6</b>	34%	<b>+8</b>	20%	<b>+5</b>	5%	<b>-1</b>
	AT	24%	=	17%	<b>-4</b>	12%	<b>+1</b>	12%	<b>-4</b>	7%	<b>+3</b>
	PL	29%	<b>-5</b>	16%	<b>+1</b>	10%	<b>+5</b>	9%	=	10%	<b>+1</b>
	PT	33%	<b>+10</b>	18%	<b>-2</b>	9%	<b>+1</b>	11%	<b>+4</b>	6%	<b>-3</b>
	RO	31%	<b>+6</b>	35%	<b>-10</b>	7%	<b>+3</b>	12%	<b>+3</b>	5%	<b>+1</b>
	SI	35%	<b>+5</b>	17%	<b>+8</b>	7%	<b>-1</b>	12%	<b>-1</b>	7%	<b>-1</b>
	SK	27%	<b>+1</b>	14%	<b>+3</b>	27%	=	12%	<b>-1</b>	6%	<b>+1</b>
	FI	22%	=	12%	<b>-3</b>	17%	<b>+1</b>	29%	<b>+1</b>	8%	<b>-1</b>
	SE	29%	<b>+4</b>	17%	<b>-9</b>	22%	<b>+2</b>	16%	<b>+2</b>	4%	<b>-1</b>
	UK	11%	<b>+1</b>	33%	<b>-3</b>	12%	<b>+2</b>	11%	<b>-1</b>	6%	<b>-3</b>
	CY (tcc)	24%	=	9%	<b>-2</b>	18%	<b>+7</b>	21%	<b>+4</b>	11%	<b>-2</b>
	MK	27%	<b>+7</b>	20%	<b>-14</b>	15%	<b>+8</b>	11%	<b>+1</b>	14%	<b>+4</b>
	IS	19%	=	25%	<b>-1</b>	13%	<b>-4</b>	24%	<b>+4</b>	5%	<b>-1</b>
	ME	32%	<b>+4</b>	22%	<b>-1</b>	4%	<b>+2</b>	15%	<b>+2</b>	9%	<b>+1</b>
	RS	21%	=	30%	<b>+7</b>	5%	<b>+3</b>	18%	<b>+8</b>	8%	=
	TR	18%	<b>+4</b>	33%	<b>+6</b>	5%	<b>-1</b>	10%	<b>+1</b>	21%	<b>+7</b>



**L'analyse sociodémographique montre une plus grande confiance accordée à l'Union européenne par les plus jeunes** (28% des 15-24 ans, pour 22% des 55 ans et plus), **par les personnes les plus diplômées** (26% chez celles qui ont continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard, et 29% chez celles qui sont encore étudiants, pour 20% de celles qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt) et par les catégories **les plus aisées financièrement** (25% chez celles qui n'ont pas de problème à payer leurs factures, pour 19% de celles qui sont régulièrement confrontées à ce type de problèmes). Les personnes qui estiment que leur voix compte dans l'Union européenne lui sont également plus favorables (31%, pour 19% de celles qui pensent le contraire).












**Celles qui estiment que leur Gouvernement national est le plus à même d'agir efficacement contre les effets de la crise économique et financière** sont les personnes ayant arrêté leurs études le plus tôt (23% de celles qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt, pour 17% de celles qui ont continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard), les ouvriers et les retraités (21% pour les deux catégories, pour 16% parmi les indépendants). Le Gouvernement national est enfin nettement plus cité par ceux qui considèrent appartenir à la classe ouvrière (22%), que par ceux qui estiment être dans la classe supérieure (13%).

QC2a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Les Etats-Unis
UE28	24%	19%	13%	13%	8%
<b>Sexe</b>					
Homme	24%	19%	16%	14%	8%
Femme	24%	20%	11%	12%	7%
<b>Age</b>					
15-24	28%	16%	14%	11%	10%
25-39	26%	19%	14%	12%	7%
40-54	24%	19%	14%	14%	7%
55 +	22%	21%	11%	13%	7%
<b>Age de fin d'études</b>					
15-	20%	23%	8%	9%	7%
16-19	24%	20%	12%	13%	8%
20+	26%	17%	17%	16%	7%
Toujours étudiant	29%	15%	16%	13%	9%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>					
Indépendants	24%	16%	15%	16%	7%
Cadres	24%	20%	20%	16%	6%
Autres employés	26%	19%	16%	15%	6%
Ouvriers	24%	21%	12%	12%	7%
Hommes/ femmes au foyer	24%	20%	11%	8%	7%
Chômeurs	23%	19%	10%	11%	11%
Retraités	22%	21%	10%	13%	7%
Etudiants	30%	15%	16%	12%	10%
<b>Se considère appartenir à</b>					
La classe ouvrière	21%	22%	10%	11%	8%
La classe moyenne	27%	18%	15%	15%	7%
La classe supérieure	28%	13%	24%	16%	9%
<b>Difficultés à payer ses factures</b>					
La plupart du temps	19%	21%	10%	11%	10%
De temps en temps	24%	20%	11%	12%	9%
Pratiquement jamais/ Jamais	25%	19%	15%	14%	7%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>					
D'accord	31%	17%	16%	14%	6%
Pas d'accord	19%	21%	12%	13%	9%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC2a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

L'Union européenne											
	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	24%	24%	23%	27%	28%	29%	11%	27%	33%	27%	22%
Sexe											
Homme	24%	24%	25%	28%	28%	27%	11%	28%	35%	31%	26%
Femme	24%	23%	21%	25%	28%	30%	10%	25%	32%	24%	19%
Age											
15-24	28%	29%	25%	23%	35%	32%	16%	37%	38%	26%	24%
25-39	26%	28%	24%	25%	27%	30%	14%	25%	34%	31%	21%
40-54	24%	21%	23%	25%	32%	32%	7%	27%	34%	26%	22%
55 +	22%	22%	21%	30%	24%	24%	9%	24%	32%	25%	23%
Age de fin d'études											
15-	20%	21%	19%	22%	26%	18%	5%	18%	31%	21%	21%
16-19	24%	24%	23%	26%	28%	29%	9%	24%	34%	26%	18%
20+	26%	24%	27%	29%	33%	28%	14%	32%	40%	33%	25%
Etudiants	29%	31%	24%	23%	34%	36%	21%	36%	35%	21%	28%
Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	24%	21%	31%	26%	29%	27%	13%	25%	26%	24%	23%
Cadres	24%	22%	21%	33%	45%	32%	9%	36%	38%	40%	34%
Autres employés	26%	23%	24%	26%	36%	29%	8%	28%	44%	32%	23%
Ouvriers	24%	25%	20%	25%	30%	29%	10%	27%	32%	26%	20%
Hommes/ femmes au foyer	24%	27%	18%	20%	25%	35%	15%	26%	41%	20%	13%
Chômeurs	23%	19%	25%	14%	18%	28%	17%	18%	34%	20%	17%
Retraités	22%	23%	22%	31%	21%	25%	7%	27%	31%	25%	18%
Etudiants	30%	31%	26%	23%	33%	33%	21%	38%	32%	26%	28%

### III. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE

#### 1. UN RÔLE TOUJOURS MARQUÉ POUR L'UNION EUROPÉENNE

##### Travailler ensemble

**Presque neuf Européens sur dix** (89%, -1 point de pourcentage depuis l'automne 2013) pensent que **les Etats membres de l'Union européenne** auraient intérêt à travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique<sup>10</sup>. 7% seulement sont d'un avis contraire (sans changement), et 4% répondent « ne sait pas » (+1).

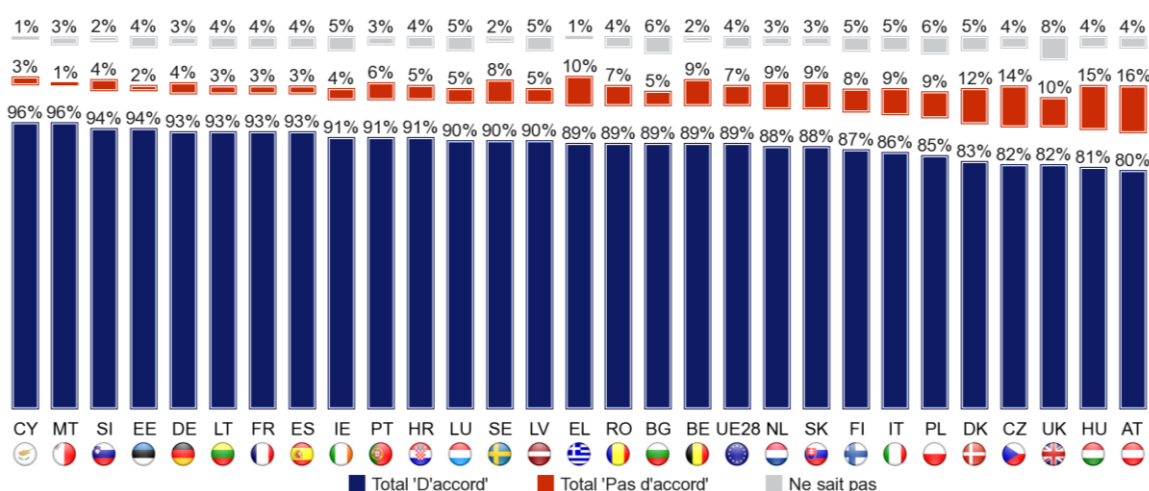
**Dans tous les Etats membres, les personnes interrogées adhèrent fortement à cette proposition**, notamment à Chypre et à Malte (96% dans les deux pays), suivis de la Slovénie et de l'Estonie (94% dans les deux pays). Les scores les moins élevés sont mesurés en Autriche (80%) et en Hongrie (81%).

Le sentiment **que les Etats membres de l'UE devraient collaborer davantage** pour combattre la crise économique et financière s'est très légèrement renforcé dans la zone euro (91%, +1 point de pourcentage depuis l'automne 2013), alors qu'il a perdu du terrain hors zone euro (85%, -4).

Les évolutions sont dans l'ensemble relativement limitées. L'opinion selon laquelle les Etats membres devraient travailler davantage ensemble a le plus progressé à Malte (96%, +6 points de pourcentage) ; à l'inverse, les reculs les plus marqués sont enregistrés en République tchèque (82%, -8), en Hongrie (81%, -7) et au Luxembourg (90%, -6).

QC3.2. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique



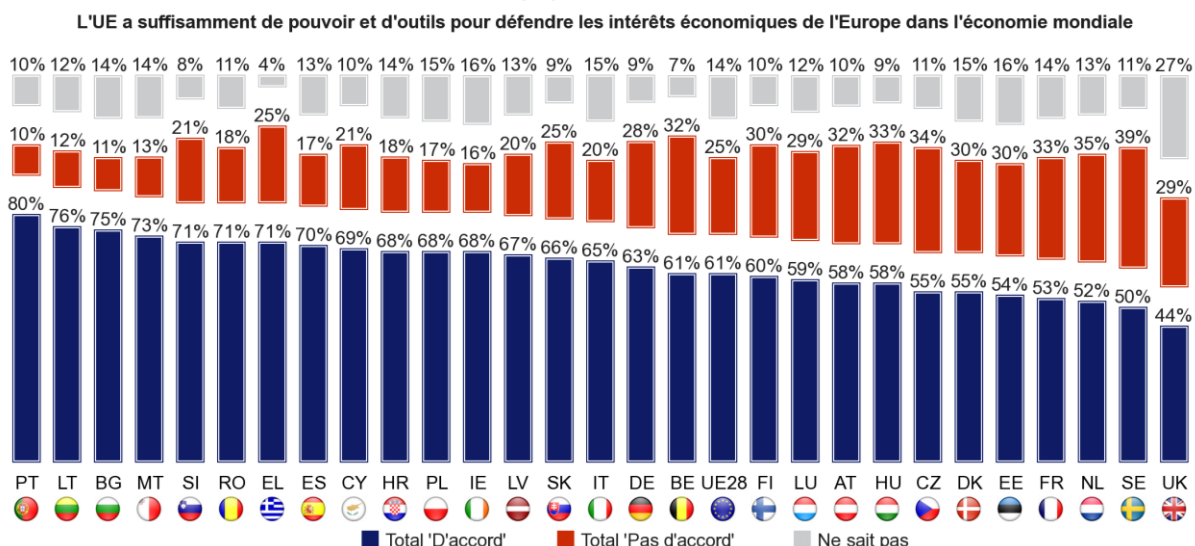
<sup>10</sup> QC3.2. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique.

**Pouvoir et outils de l'Union européenne**

**Pour un peu plus de six Européens sur dix** (61%, sans changement depuis l'automne 2013), **l'Union européenne dispose de suffisamment de pouvoir et d'outils** pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale<sup>11</sup>. A l'opposé, 25% des personnes interrogées estiment que ce n'est pas le cas (-3 points de pourcentage), et 14% ne savent pas (+3).

Cette opinion est majoritaire dans tous les Etats membres. On note cependant certaines différences en termes d'intensité : les plus hauts niveaux d'agrément avec la proposition sont mesurés au Portugal (80%), en Lituanie (76%) et en Bulgarie (75%). A l'inverse, le total 'd'accord' est le moins important au Royaume-Uni, seul pays où moins d'une personne sur deux partage ce sentiment (44%, contre 29% pour le total 'pas d'accord') ; notons que dans ce pays, 27% des personnes interrogées déclarent ne pas savoir.

QC3.5. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.
































Les personnes interrogées pensant que **l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale** sont un peu plus nombreuses dans la zone euro (63%, sans changement) que hors zone euro (57%, -4 points de pourcentage).

Les évolutions positives les plus nettes de cette opinion sont enregistrées au Portugal (80%, +11 points de pourcentage), à Malte (73%, +9) et en Slovaquie (71%, +8). Les scores sont en revanche décroissants en Estonie (54%, -9), à Chypre (69%, -7), en Lettonie (67%, -7) et en Autriche (58%, -7).

<sup>11</sup> QC3.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

QC3. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Réponse: Total 'D'accord'

	Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique	Diff. Pr.2014 - Aut.2013	L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale	Diff. Pr.2014 - Aut.2013
 UE28	89%	-1	61%	=
ZONE EURO	91%	+1	63%	=
HORS ZONE EURO	85%	-4	57%	-4
 BE	89%	-4	61%	-4
 BG	89%	-3	75%	=
 CZ	82%	-8	55%	-6
 DK	83%	-1	55%	-2
 DE	93%	=	63%	-1
 EE	94%	-2	54%	-9
 IE	91%	-1	68%	-3
 EL	89%	-3	71%	-4
 ES	93%	=	70%	+1
 FR	93%	+1	53%	+1
 HR	91%	+2	68%	-1
 IT	86%	+4	65%	+2
 CY	96%	-2	69%	-7
 LV	90%	-1	67%	-7
 LT	93%	+2	76%	+4
 LU	90%	-6	59%	=
 HU	81%	-7	58%	-6
 MT	96%	+6	73%	+9
 NL	88%	-1	52%	=
 AT	80%	+2	58%	-7
 PL	85%	-2	68%	-5
 PT	91%	=	80%	+11
 RO	89%	-1	71%	+6
 SI	94%	+1	71%	+8
 SK	88%	-3	66%	=
 FI	87%	-5	60%	-3
 SE	90%	-2	50%	+3
 UK	82%	-5	44%	-5

L'analyse sociodémographique révèle que l'opinion selon laquelle **les différents Etats membres devraient collaborer davantage pour combattre la crise financière et économique est partagée par une grande majorité dans toutes les catégories de personnes interrogées**. On trouve le plus de soutien parmi les catégories socioprofessionnelles les plus aisées (90% chez celles qui n'ont jamais ou pratiquement jamais de problèmes à payer leurs factures, pour 83% de celles qui en ont régulièrement), et parmi les personnes ayant étudié le plus longtemps (91% de celles qui ont continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard, et 91% chez celles qui étudient encore, pour 85% chez celles qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt). Mais l'adhésion la plus forte vient de ceux qui pensent que leur voix compte dans l'UE (94%, pour 85% de ceux qui pensent le contraire) et qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (94%, pour 84% de ceux qui ne la voient pas ainsi).

Le sentiment que **l'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques** est un peu plus marqué chez les indépendants (68%) que dans les autres catégories socioprofessionnelles, cadres, ouvriers et autres employés (61% dans les trois catégories). On observe également une plus forte adhésion à cette proposition chez les personnes qui pensent que leur voix compte dans l'UE (70%, pour 55% de celles qui ne le pensent pas), ainsi que chez celles qui voient la mondialisation comme une opportunité (69%, pour 54% qui la voient différemment). Ceux qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée sont également plus nombreux à soutenir cette affirmation (70%, pour 54% qui pensent que « le pire reste à venir »), de même que ceux qui pensent que leur pays a besoin de réformes (64%, pour 49% qui ne le pensent pas).

## 2. LES MESURES LES PLUS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

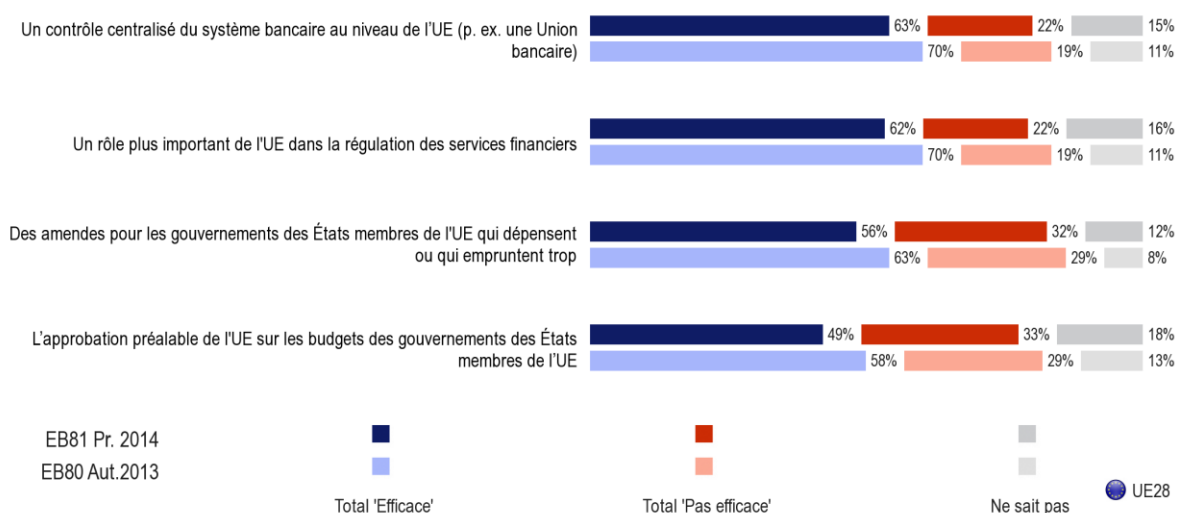
### – L'efficacité perçue des différentes mesures pour lutter contre la crise est majoritaire, mais elle recule –

Les personnes interrogées ont eu à évaluer l'efficacité de quatre mesures destinées à combattre la crise économique et financière.

Ces mesures sont accueillies de façon positive, avec une majorité d'Européens (variant de 49% à 63%) jugeant qu'elles permettraient de lutter efficacement contre la crise économique et financière actuelle. Cependant, cette efficacité perçue est en recul par rapport à l'automne 2013<sup>12</sup>. Il s'agit de :

- **Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE**, qui serait efficace pour combattre la crise pour 63% des Européens, soit une baisse de sept points de pourcentage par rapport à l'automne 2013 ;
- **Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers** (62%, -8) ;
- **Des amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop** (56%, -7) ;
- **Et de l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE** (49%, -9).

QC4. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



<sup>12</sup> QC4. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace : Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire) ; Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers ; Des amendes pour les gouvernements des États membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop ; L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE.

**Ces quatre mesures sont reçues plus positivement dans les pays de la zone euro**, avec cependant une baisse par rapport à l'automne 2013 pour toutes les mesures. C'est surtout le cas pour **un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (70% pour 51% hors zone euro)**, mais également pour **un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers** (67% pour 54%), **l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des États membres de l'UE** (51% pour 46%), et **des amendes pour les gouvernements des États membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop** (58% pour 52%).

La mesure qui, parmi celles qui étaient proposées, permettrait le plus de lutter efficacement contre la crise est le **contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE** (UE28 63%, -7 points de pourcentage) : cette opinion est partagée par une majorité absolue des personnes interrogées dans 27 pays, avec les scores les plus élevés aux Pays-Bas (83%, -1) et en Belgique (78%, -4). C'est au Royaume Uni que la baisse de l'efficacité perçue est la plus marquée (35%, -12, contre 35% « pas efficace », +3), mais également en Suède (59%, -12) et en Bulgarie (62%, -12). D'une manière générale, cette mesure voit son score diminuer dans 25 des 28 pays.

**Un rôle plus important de l'Union européenne dans la régulation des services financiers** représenterait une mesure efficace pour 62% des personnes interrogées (-8 points de pourcentage). Une majorité de la population partage cette opinion dans tous les États membres, le plus fortement en Belgique (76%, -7), en Espagne (74%, -7), au Portugal (73%, -4) et en Roumanie (73%, -4). Les scores les plus faibles sont ceux du Royaume-Uni (43%, -10, contre 33%, +1) et du Danemark (46%, -7, contre 38%, +2). La mesure est globalement en baisse dans 24 des 28 États membres.






























La proposition **d'amendes pour les gouvernements des États membres qui dépensent ou qui empruntent trop** est considérée comme efficace par 56% des Européens, avec une baisse de sept points de pourcentage. C'est le sentiment d'une majorité de la population dans 26 États membres, avec les scores les plus élevés à Malte (75%, -3) et au Portugal (72%, +1). Les pays où l'on est le moins convaincu de son efficacité sont le Royaume-Uni (39%, -12, contre 41% « pas efficace », +4) et le Danemark (46%, -8, contre 47%, +6). Ici encore, la mesure perd des points dans 25 États membres sur 28.

La dernière mesure, **l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des États membres de l'UE**, convainc légèrement moins d'un Européen sur deux (UE28 49%, -9 points de pourcentage). Cependant, elle est majoritairement perçue comme efficace dans 26 États membres, le plus nettement une nouvelle fois en Belgique (67%, -5), mais également en Croatie (65%, sans changement) et en Roumanie (65%, +5). L'Autriche, où les personnes interrogées sont très partagées (42% « total efficace », -16, contre 43%, +10) et le Royaume-Uni (30%, -11, contre 42%, +3) sont les seules exceptions. L'item recule dans 21 pays sur 28.



QC4. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

Réponse: Total 'Efficace'

	Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. Une Union bancaire)	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	Diff. Pr.2014-Aut.2013	Des amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop	Diff. Pr.2014-Aut.2013	L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE	Diff. Pr.2014-Aut.2013
 UE28	63%	-7	62%	-8	56%	-7	49%	-9
ZONE EURO	70%	-6	67%	-8	58%	-6	51%	-8
HORS ZONE EURO	51%	-10	54%	-6	52%	-9	46%	-8
 BE	78%	-4	76%	-7	65%	-1	67%	-5
 BG	62%	-12	64%	-14	53%	-17	52%	-9
 CZ	65%	-8	60%	-11	64%	-7	53%	-8
 DK	68%	-9	46%	-7	46%	-8	46%	-5
 DE	75%	-8	65%	-11	48%	-6	46%	-13
 EE	58%	-8	52%	-13	54%	-5	43%	-8
 IE	71%	-4	71%	-5	62%	-8	60%	-2
 EL	59%	+1	65%	=	58%	+4	53%	+2
 ES	75%	-4	74%	-7	68%	-5	54%	-8
 FR	67%	-5	69%	-7	58%	-5	45%	-4
 HR	64%	-7	67%	-5	69%	-4	65%	=
 IT	59%	-10	63%	-7	60%	-10	54%	-12
 CY	70%	-6	68%	-9	65%	-6	58%	=
 LV	66%	-3	56%	-5	55%	-8	45%	-6
 LT	68%	+4	66%	+2	65%	-2	58%	+7
 LU	69%	-3	66%	-10	55%	-4	47%	-12
 HU	52%	-11	56%	-12	50%	-12	47%	-15
 MT	72%	+3	70%	+1	75%	-3	59%	-1
 NL	83%	-1	67%	=	57%	+1	59%	+3
 AT	68%	-8	57%	-9	52%	-13	42%	-16
 PL	55%	-10	56%	-13	59%	-10	54%	-10
 PT	75%	-3	73%	-4	72%	+1	62%	+2
 RO	70%	-2	73%	-4	67%	-1	65%	+5
 SI	71%	-4	69%	-3	68%	-6	58%	-6
 SK	68%	-10	63%	-14	62%	-13	54%	-14
 FI	64%	-11	63%	-4	58%	-9	49%	-7
 SE	59%	-12	53%	-6	52%	-5	49%	-9
 UK	35%	-12	43%	-10	39%	-12	30%	-11

**L'analyse sociodémographique montre une assez grande homogénéité des résultats au travers des différentes variables étudiées.**

**On note cependant des différences en fonction de certains critères :** les personnes interrogées qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne, celles qui voient la mondialisation comme une opportunité, et celles qui pensent que l'UE peut défendre ses intérêts économiques sont plus nombreuses à considérer que les différentes mesures testées seraient efficaces. On constate également pour toutes les mesures une adhésion beaucoup plus forte de la part de ceux qui considèrent comme appartenant à la catégorie sociale supérieure.






**On l'observe par exemple pour « un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE ».** Les personnes qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne (75%, pour 56% de celles qui jugent que ce n'est pas le cas), celles qui pensent que la mondialisation est une opportunité (73%, pour 57% de celles qui ne sont pas d'accord avec cette proposition) ou que l'UE peut défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (74%, pour 54% de celles qui sont d'un avis contraire) sont plus nombreuses à penser que ce serait une mesure efficace pour combattre la crise. On trouve également une plus forte proportion de cadres (68%, pour 60% d'ouvriers) et de catégories plus éduquées (67% des personnes ayant continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard, pour 60% des personnes ayant arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt).

**On relève les mêmes tendances pour « un rôle plus important de l'UE dans la régularisation des services financiers ».** Ceux qui adhèrent le plus fortement à cette mesure sont ceux qui pensent que leur voix compte dans l'UE (72%, pour 56% de ceux qui n'ont pas ce sentiment), ceux qui voient la mondialisation comme une opportunité (72%, pour 57% de l'avis inverse), et ceux pour qui l'UE peut défendre ses intérêts économiques (74%, pour 51% qui ne le pensent pas).

L'efficacité perçue de la proposition **d'amendes pour les gouvernements des Etats membres qui dépensent ou qui empruntent trop** est plus homogène à travers les catégories. Les personnes qui considèrent appartenir à la classe supérieure sont plus nombreuses à juger qu'elle serait efficace, à 65%, que celles qui se situent dans les classes moyenne ou ouvrière (56% dans les deux catégories). L'accueil est plus positif auprès de ceux qui pensent que leur voix compte dans l'UE (60%, pour 52% de ceux qui pensent le contraire). A noter que c'est la seule mesure pour laquelle les cadres représentent la catégorie socioprofessionnelle la moins mobilisée (52%, pour 60% des personnes au foyer et 58% des chômeurs).

Enfin, **l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE** séduit davantage les jeunes (53% des 15-24 ans et 52% des 25-39 ans, pour 45% des plus de 55 ans) ; elle a également plus de succès auprès des personnes estimant appartenir à la classe supérieure (67%, pour 46% de ceux qui se situent dans la classe ouvrière). Ceux qui pensent que leur voix compte dans l'UE y sont également plus favorables (59%, pour 43% de ceux qui ne le pensent pas).

QC4. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

	Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire)			Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers			Des amendes pour les gouvernements des États membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop			L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des États membres de l'UE		
	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas
UE28	63%	22%	15%	62%	22%	16%	56%	32%	12%	49%	33%	18%
 <b>Sexe</b>												
Homme	65%	23%	12%	64%	23%	13%	55%	36%	9%	51%	35%	14%
Femme	61%	20%	19%	61%	20%	19%	57%	29%	14%	47%	30%	23%
 <b>Age</b>												
15-24	62%	21%	17%	62%	20%	18%	54%	34%	12%	53%	26%	21%
25-39	64%	21%	15%	65%	21%	14%	56%	33%	11%	52%	31%	17%
40-54	66%	22%	12%	63%	23%	14%	56%	34%	10%	49%	35%	16%
55 +	63%	20%	17%	60%	22%	18%	56%	31%	13%	45%	35%	20%
 <b>Age de fin d'études</b>												
15-	60%	19%	21%	57%	21%	22%	58%	26%	16%	45%	29%	26%
16-19	63%	22%	15%	61%	23%	16%	56%	33%	11%	49%	33%	18%
20+	67%	21%	12%	67%	21%	12%	55%	36%	9%	51%	36%	13%
Toujours étudiant	66%	19%	15%	66%	18%	16%	53%	37%	10%	54%	27%	19%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>												
Indépendants	68%	20%	12%	66%	20%	14%	55%	35%	10%	51%	34%	15%
Cadres	68%	23%	9%	67%	23%	10%	52%	41%	7%	50%	38%	12%
Autres employés	65%	23%	12%	64%	24%	12%	55%	36%	9%	52%	35%	13%
Ouvriers	60%	23%	17%	59%	23%	18%	56%	32%	12%	48%	34%	18%
Hommes/ femmes au foyer	63%	15%	22%	63%	14%	23%	60%	21%	19%	50%	24%	26%
Chômeurs	63%	22%	15%	62%	23%	15%	58%	29%	13%	47%	33%	20%
Retraités	62%	20%	18%	60%	22%	18%	57%	30%	13%	45%	33%	22%
Etudiants	66%	19%	15%	66%	19%	15%	54%	35%	11%	55%	26%	19%
 <b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>												
Bas (1-4)	61%	21%	18%	59%	22%	19%	56%	30%	14%	46%	31%	23%
Moyen (5-6)	64%	21%	15%	63%	21%	16%	56%	33%	11%	49%	33%	18%
Haut (7-10)	69%	21%	10%	67%	21%	12%	58%	33%	9%	55%	33%	12%
<b>Se considère appartenir à</b>												
La classe ouvrière	59%	22%	19%	59%	22%	19%	56%	29%	15%	46%	32%	22%
La classe moyenne	67%	21%	12%	66%	21%	13%	56%	35%	9%	51%	34%	15%
La classe supérieure	80%	13%	7%	73%	17%	10%	65%	29%	6%	67%	24%	9%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>												
D'accord	75%	15%	10%	72%	16%	12%	60%	32%	8%	59%	28%	13%
Pas d'accord	56%	27%	17%	56%	28%	16%	52%	35%	13%	43%	37%	20%
<b>La mondialisation est une opportunité</b>												
D'accord	73%	17%	10%	72%	18%	10%	61%	33%	6%	58%	30%	12%
Pas d'accord	57%	32%	11%	57%	31%	12%	52%	39%	9%	43%	43%	14%

## IV. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

### 1. DES RÉFORMES NÉCESSAIRES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ET RÉDUIRE LA DETTE

#### PUBLIQUE

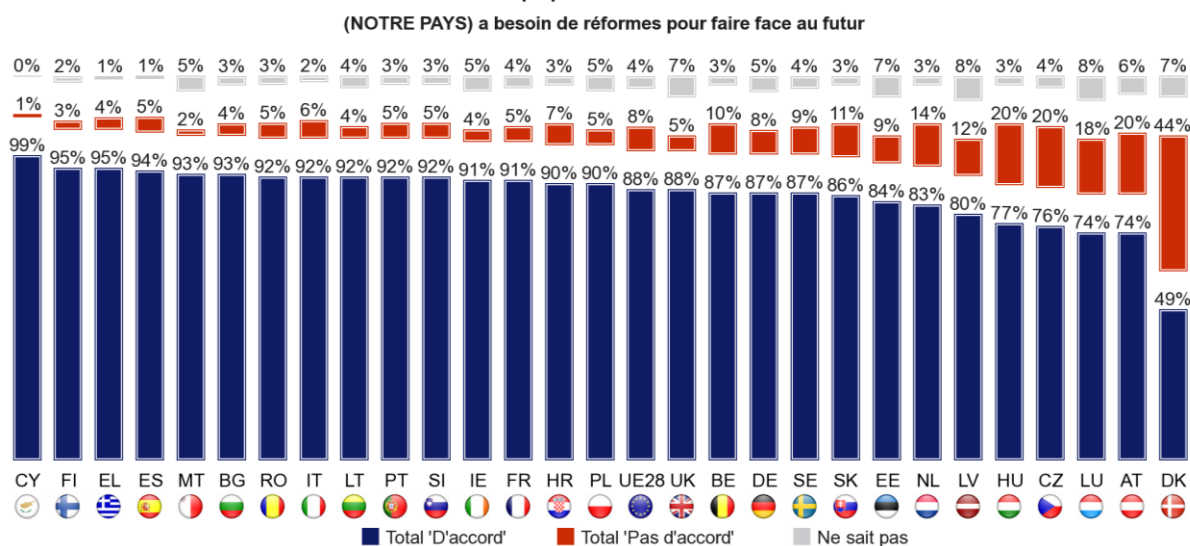
#### Réformer pour affronter le futur

Une très large majorité d'Européens estiment que leur pays a besoin de réformes<sup>13</sup> (88%, sans changement depuis l'automne 2013). Cette proportion est restée très stable depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2010 (EB74), première fois où cette question a été posée (total « d'accord » variant entre 86% et 89%).

L'accord avec cette proposition est le plus important à Chypre (99%), en Finlande (95%) et en Grèce (95%), et varie entre 94% et 74% dans tous les autres Etats membres, à l'exception du Danemark, où les personnes interrogées sont beaucoup plus partagées (49%, contre 44% « pas d'accord »).

L'accord avec cette proposition est en progression dans 13 pays sur 28, l'augmentation la plus sensible intervenant à Malte (93%, +7 points de pourcentage depuis l'automne 2013). A l'inverse, les reculs les plus nets sont enregistrés en Hongrie (77%, -12) et en Autriche (74%, -9).

QC3.1. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



<sup>13</sup> QC3.1. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur.

Le cas particulier du Danemark :

Au Danemark, des différences assez nettes existent entre catégories sociodémographiques : les hommes (55% « d'accord » contre 41%), les plus âgés (56% contre 34%), les personnes ayant étudié le plus longtemps (51% contre 43%) et surtout les cadres (56% contre 40%) sont les plus nombreux à considérer que le Danemark a besoin de réformes pour faire face au futur. En revanche, cette opinion est minoritaire auprès des femmes (43% contre 47%), des 25-39 ans (43% contre 52%) et des 40-54 ans (44% contre 50%), de ceux ayant quitté l'école à l'âge de 15 ans ou plus tôt (31% contre 51%) ou entre 16 et 19 ans (36% contre 57%), des ouvriers (39% contre 52%) et des chômeurs (32% contre 64%).

QC3.1 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

## Le Danemark a besoin de réformes pour faire face au futur

	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE28	88%	8%	4%
Danemark	49%	44%	7%
<b>Sexe</b>			
Homme	55%	41%	4%
Femme	43%	47%	10%
<b>Age</b>			
15-24	47%	46%	7%
25-39	43%	52%	5%
40-54	44%	50%	6%
55 +	56%	34%	10%
<b>Age de fin d'études</b>			
*15-	31%	51%	18%
16-19	36%	57%	7%
20+	51%	43%	6%
Toujours étudiant	51%	41%	8%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>			
*Indépendants	49%	49%	2%
Cadres	56%	40%	4%
Autres employés	52%	44%	4%
Ouvriers	39%	52%	9%
Chômeurs	32%	64%	4%
Retraités	54%	36%	10%
Etudiants	51%	41%	8%

\* En raison de la faiblesse des effectifs, ces résultats sont à interpréter avec précaution.

### **Déficit public et dette**

Pour aborder le thème du déficit public et de la dette, l'échantillon des personnes interrogées a été scindé en deux. Chacun de ces deux sous-groupes s'est ainsi vu poser une question dont la formulation était légèrement différente de celle posée à l'autre sous-groupe<sup>14</sup> :

- **Une formulation positive (SPLIT A** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne peuvent pas être retardées** ») ;
- **Une formulation négative (SPLIT B** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne sont pas une priorité pour le moment** »).

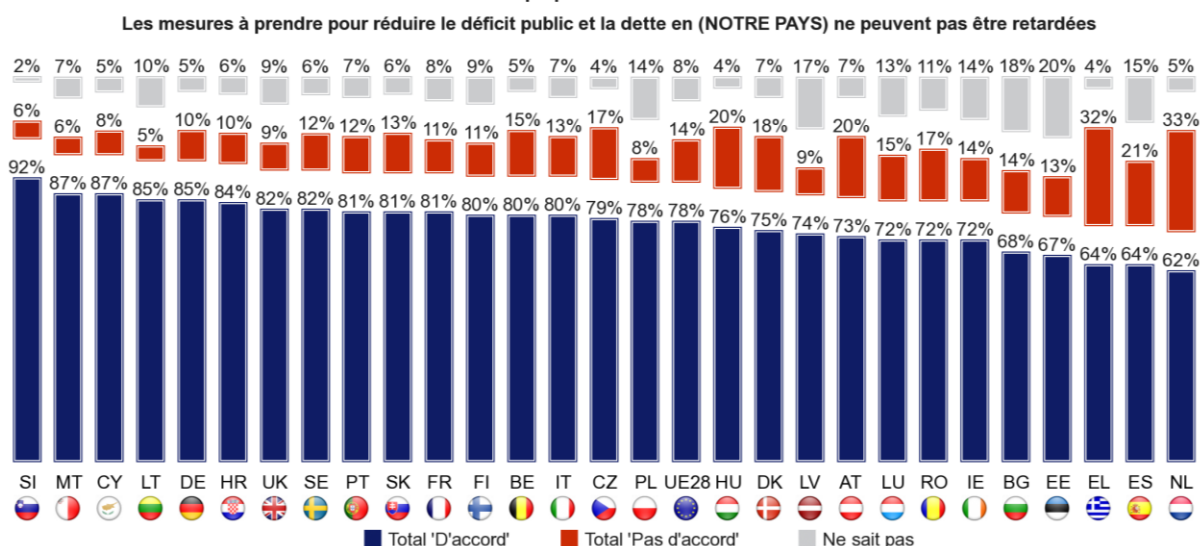
Formulation positive :

**Plus des trois quarts des Européens considèrent que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette ne peuvent pas être retardées (78%, +1 point de pourcentage depuis l'automne 2013).**

C'est une opinion particulièrement marquée en Slovaquie (92%), à Malte et à Chypre (87% dans les deux Etats membres). A l'inverse, les scores les plus faibles sont exprimés aux Pays-Bas (62%), en Espagne et en Grèce (64% dans les deux cas).

Le pourcentage des personnes interrogées qui adhèrent à cette proposition est en augmentation dans neuf pays, le plus nettement en Roumanie (72%, +10 points de pourcentage) ; il est en baisse dans 13 Etats membres, particulièrement en Irlande (72%, -9) et en République tchèque (79%, -8).

QC3.3. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



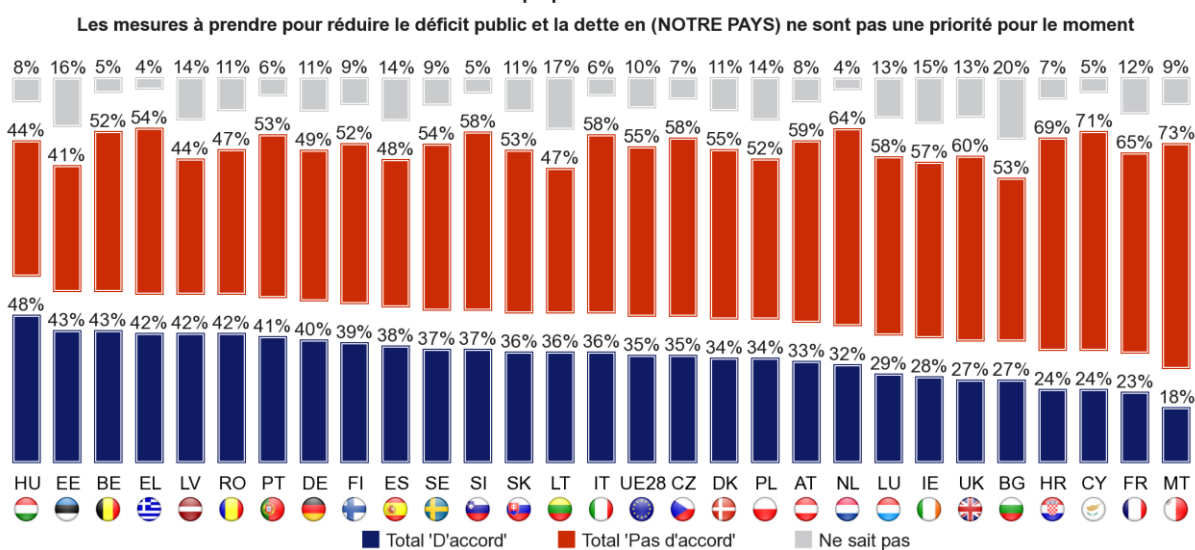
<sup>14</sup> QC3.3. et QC3.4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (SI 'SPLIT A') ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (SI 'SPLIT B').

## Formulation négative :

Lorsque la formulation utilisée est négative, seulement un tiers des personnes interrogées pensent que « les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment », un taux en baisse depuis l'automne 2013 (35%, -7 points de pourcentage). A l'inverse, la proportion d'Européens « pas d'accord », qui estiment donc que les réformes sont prioritaires, progresse de cinq points de pourcentage (55%). Il s'agit d'une évolution importante qui vient renforcer – après les résultats tranchés obtenus avec la formulation positive – le sentiment que **la perception de l'urgence des réformes progresse au sein de l'opinion publique européenne.**

Dans 24 Etats membres, le nombre de réponses négatives, donc en faveur des réformes, augmente, et plus particulièrement en Lituanie (47%, +27 points de pourcentage), en Finlande (52%, +21), en Bulgarie (53%, +20), en Estonie (41%, +19) et en Slovaquie (58%, +19). Des évolutions négatives sont observables uniquement dans quatre Etats membres : Chypre (71%, -10), l'Allemagne (49%, -3), la Slovaquie (53%, -2) et le Portugal (53%, -1), avec des proportions de « pas d'accord » qui y restent néanmoins majoritaires.






























QC3.4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.





QC3. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Réponse : Total 'D'accord'






		(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur	Diff. Pr. 2014 - Aut. 2013	(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées	Diff. Pr. 2014 - Aut. 2013	(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	Diff. Pr. 2014 - Aut. 2013
	UE28	88%	=	78%	+1	35%	-7
	BE	87%	+2	80%	-3	43%	-4
	BG	93%	=	68%	-1	27%	-17
	CZ	76%	-8	79%	-8	35%	-9
	DK	49%	-7	75%	+1	34%	-11
	DE	87%	+1	85%	=	40%	-2
	EE	84%	-2	67%	-5	43%	-18
	IE	91%	=	72%	-9	28%	-22
	EL	95%	+3	64%	+5	42%	-7
	ES	94%	+1	64%	-7	38%	-2
	FR	91%	+1	81%	+4	23%	-10
	HR	90%	-2	84%	=	24%	-14
	IT	92%	+4	80%	=	36%	-7
	CY	99%	=	87%	=	24%	+9
	LV	80%	-2	74%	-5	42%	-8
	LT	92%	+1	85%	+3	36%	-26
	LU	74%	-8	72%	-6	29%	-9
	HU	77%	-12	76%	-7	48%	-11
	MT	93%	+7	87%	+3	18%	-3
	NL	83%	-4	62%	=	32%	-7
	AT	74%	-9	73%	-4	33%	-7
	PL	90%	+1	78%	=	34%	-16
	PT	92%	+2	81%	+1	41%	+4
	RO	92%	+2	72%	+10	42%	-9
	SI	92%	+3	92%	+6	37%	-16
	SK	86%	+2	81%	-6	36%	-2
	FI	95%	-3	80%	-4	39%	-24
	SE	87%	-4	82%	-3	37%	-13
	UK	88%	-1	82%	+1	27%	-7



**Une analyse sociodémographique** révèle assez peu de variations entre catégories sociodémographiques :

- Dans toutes les catégories, de très larges majorités de personnes interrogées sont d'accord avec la proposition « (NOTRE PAYS) a **besoin de réformes pour faire face au futur** » : les taux de réponses « d'accord » dépassent 85% chez les hommes et les femmes, les différentes classes d'âge (à l'exception des 75 ans et plus, 84%), les différentes catégories de niveau d'éducation et socioprofessionnelles.
- Sur le thème du déficit public et de la dette, on note également peu de variations entre catégories, quelle que soit la manière dont la proposition est formulée : la nécessité de prendre de mesures pour réduire la dette s'impose dans toutes les catégories comme une nécessité. Sur la formulation positive « **les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées** », les réponses « d'accord » sont largement majoritaires dans toutes les catégories, avec les taux les plus importants chez les personnes ayant continué leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus tard (81%), les travailleurs indépendants (82%), et ceux qui s'autopositionnent dans le haut de l'échelle sociale (83%).
- Lorsque la proposition est formulée négativement, les différentes catégories sont davantage partagées, sans qu'il y ait de réelles variations de l'une à l'autre : les plus nombreux à n'être « pas d'accord » avec la proposition « **les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment** » sont : les 40-54 ans (57%), les personnes ayant continué leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et plus tard (60%) et les cadres (60%). Cependant, dans l'ensemble des catégories sociodémographiques, il y a une majorité absolue de réponses « pas d'accord ».
















QC3 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

	(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur		(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées		(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'
UE28	88%	8%	78%	14%	35%	55%
 <b>Sexe</b>						
Homme	89%	8%	80%	14%	36%	56%
Femme	88%	7%	77%	13%	34%	53%
 <b>Age</b>						
15-24	86%	9%	75%	14%	34%	52%
25-39	89%	8%	78%	15%	36%	54%
40-54	89%	8%	79%	15%	35%	57%
55 +	89%	7%	78%	12%	34%	55%
 <b>Age de fin d'études</b>						
15-	87%	7%	76%	12%	32%	52%
16-19	88%	8%	78%	14%	36%	55%
20+	90%	7%	81%	13%	33%	60%
Toujours étudiant	87%	9%	77%	14%	37%	52%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>						
Indépendants	91%	7%	82%	14%	36%	59%
Cadres	90%	7%	80%	15%	34%	60%
Autres employés	90%	8%	81%	15%	35%	59%
Ouvriers	87%	9%	79%	13%	34%	54%
Hommes/ femmes au foyer	88%	6%	74%	13%	35%	50%
Chômeurs	89%	8%	72%	18%	35%	52%
Retraités	88%	7%	78%	11%	33%	55%
Etudiants	87%	9%	77%	14%	37%	52%
 <b>Autopositionnement sur l'échelle sociale</b>						
Bas (1-4)	88%	7%	74%	15%	37%	53%
Moyen (5-6)	88%	8%	78%	13%	36%	55%
Haut (7-10)	89%	9%	83%	12%	34%	56%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC3.1 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur

Total 'D'accord'											
	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	88%	87%	94%	91%	92%	90%	88%	95%	92%	91%	99%
 Sexe											
Homme	89%	87%	93%	91%	91%	90%	87%	96%	92%	92%	99%
Femme	88%	86%	94%	91%	92%	89%	89%	93%	92%	92%	98%
 Age											
15-24	86%	84%	92%	87%	94%	92%	85%	97%	90%	89%	100%
25-39	89%	86%	93%	91%	90%	91%	87%	96%	97%	90%	98%
40-54	89%	87%	98%	93%	91%	91%	88%	95%	94%	93%	99%
55 +	89%	88%	91%	90%	92%	88%	89%	92%	88%	93%	97%
 Age de fin d'études											
15-	86%	79%	92%	82%	90%	81%	89%	90%	91%	88%	98%
16-19	88%	86%	93%	92%	92%	88%	90%	95%	95%	90%	97%
20+	90%	91%	96%	94%	94%	92%	87%	95%	94%	94%	99%
Etudiants	87%	90%	93%	85%	93%	94%	78%	98%	92%	96%	100%
 Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	91%	91%	91%	97%	96%	93%	85%	96%	97%	99%	100%
Cadres	90%	88%	100%	93%	96%	92%	90%	93%	97%	91%	100%
Autres employés	90%	87%	96%	96%	92%	96%	91%	95%	97%	96%	97%
Ouvriers	87%	85%	96%	90%	87%	87%	90%	91%	94%	89%	100%
Hommes/ femmes au foyer	88%	86%	96%	92%	86%	93%	81%	94%	92%	89%	98%
Chômeurs	89%	80%	95%	92%	93%	88%	85%	94%	92%	94%	99%
Retraités	88%	86%	88%	90%	92%	87%	88%	94%	88%	89%	96%
Etudiants	87%	90%	94%	84%	94%	95%	78%	98%	91%	94%	100%

## 2. QUELLES MESURES POUR RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

### – Recul important du soutien aux mesures visant à réformer le système économique et financier –

Deux mesures qui pourraient être prises au niveau de l'Union européenne afin de réformer les marchés financiers<sup>15</sup> ont été soumises aux Européens, auxquels on a demandé s'ils y étaient favorables ou opposés :

- L'instauration d'une **taxe sur les transactions financières** ;
- L'introduction des **euro-obligations** (obligations européennes).

Le soutien à ces deux mesures recule de manière marquée par rapport à l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 (EB80).

- **L'instauration d'une taxe sur les transactions financières** est accueillie favorablement par 45% des personnes interrogées, avec un recul de 17 points de pourcentage par rapport à l'automne 2013. Dans le même temps, la part des personnes interrogées qui ne se prononcent pas est en forte hausse (19% de « ne sait pas », +8). L'adhésion est nettement plus forte dans la zone euro (52%, -16) que hors zone euro (30%, -22).

Les Européens favorables à cette mesure se trouvent surtout en Allemagne (72%), et, dans une moindre mesure, en Autriche (59%), au Portugal (57%) et en France (56%). Les proportions les plus faibles de soutien à cette mesure sont données par les personnes interrogées à Malte (24%), aux Pays-Bas (26%) et au Royaume-Uni (26%).

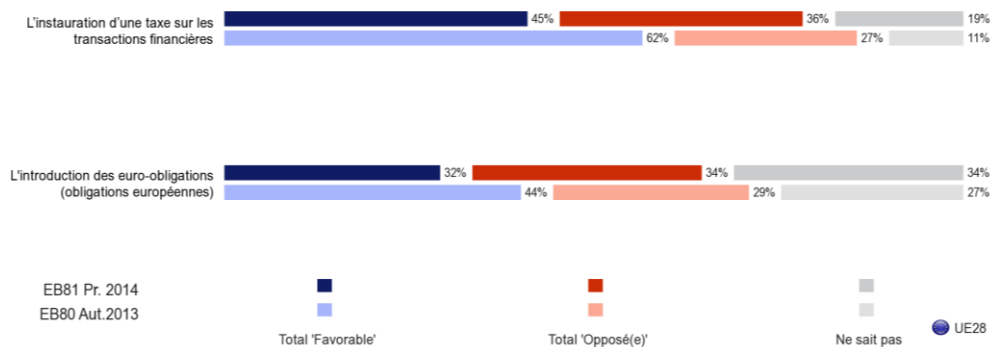
Cet item voit une forte baisse de ses scores partout, sauf au Luxembourg (52%, sans changement). Le nombre de réponse « favorable » baisse de façon spectaculaire en Croatie (33%, -36 points de pourcentage), en Roumanie (29%, -36), mais également en Bulgarie (27%, -33), à Chypre (27%, -30), en Slovaquie (43%, -26), en République tchèque (39%, -25), en Espagne (41%, -25), en Autriche (59%, -25), en Pologne (28%, -25), en Italie (43%, -24), en Grèce (39%, -23) et en Lettonie (28%, -20).

- Seuls un tiers des Européens sont favorables à l'**introduction des euro-obligations** (32%, -12 points de pourcentage). Pour cette mesure également, le taux de « ne sait pas » est en hausse (34%, +7).

La mesure est soutenue par un peu plus de la moitié des personnes en Belgique (56%, -9 points de pourcentage) et par la moitié au Portugal (50%, -5). Elle est en recul dans la totalité des pays, avec les baisses les plus marquées en Bulgarie (26%, -27), en Croatie (39%, -24), en Irlande (34%, -21), en République tchèque (32%, -20) et en Autriche (26%, -20).

<sup>15</sup> QC5. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre : L'instauration d'une taxe sur les transactions financières ; L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)

QC5. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



QC5. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.  
Réponse: Total 'Favorable'

		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières	Diff. Pr.2014-Aut.2013	L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	Diff. Pr.2014-Aut.2013
UE28		45%	-17	32%	-12
ZONE EURO		52%	-16	33%	-11
HORS ZONE EURO		30%	-22	31%	-13
DE		72%	-8	19%	-6
AT		59%	-25	26%	-20
PT		57%	-15	50%	-5
FR		56%	-12	39%	-9
LU		52%	=	39%	-6
BE		49%	-10	56%	-9
LT		48%	-16	33%	-11
SI		44%	-13	33%	-13
FI		44%	-15	26%	-10
SE		44%	-10	33%	-7
DK		43%	-17	42%	-6
IT		43%	-24	38%	-16
SK		43%	-26	40%	-13
ES		41%	-25	36%	-13
CZ		39%	-25	32%	-20
EL		39%	-23	47%	-11
HR		33%	-36	39%	-24
RO		29%	-36	41%	-13
EE		28%	-17	25%	-5
IE		28%	-14	34%	-21
LV		28%	-20	26%	-7
HU		28%	-12	43%	-16
PL		28%	-25	33%	-16
BG		27%	-33	26%	-27
CY		27%	-30	32%	-2
NL		26%	-10	33%	-4
UK		26%	-17	21%	-11
MT		24%	-17	47%	-6

**L'analyse sociodémographique** montre des attitudes sensiblement différentes entre les catégories de personnes.

**L'instauration d'une taxe sur les transactions financières** est davantage soutenue par les catégories socioprofessionnelles les plus élevées : ceux qui considèrent qu'ils appartiennent à la classe supérieure y sont favorables à 52%, pour 41% de ceux qui pensent appartenir à la classe ouvrière ; ceux qui n'ont pas de problème pour payer leurs factures la soutiennent à 47%, pour 36% chez ceux qui ont des difficultés régulières pour les payer ; les cadres répondent favorablement à 49%, alors que les chômeurs le font à 41%, et les personnes au foyer à 40%. Enfin, cette mesure est soutenue par 53% de ceux qui pensent que leur voix compte au sein de l'Union européenne, pour 39% de ceux qui ne le pensent pas.

**L'introduction des euro-obligations** séduit davantage les hommes (37%) que les femmes (28%). Comme pour la mesure précédente, les personnes ayant continué leurs études jusqu'à 20 ans ou plus tard soutiennent l'idée à 38%, pour 25% de celles qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt. Les indépendants y sont favorables à 40%, alors qu'ils sont 30% chez les ouvriers et 27% chez les retraités. La mesure convainc aussi 50% de ceux qui se situent dans la classe supérieure, pour 28% de ceux qui estiment appartenir à la classe ouvrière. Elle est surtout soutenue par 40% de ceux qui pensent que leur voix compte au sein de l'Union européenne, pour 27% de ceux qui ne le pensent pas.

QC5. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.
















	L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'
UE28	45%	36%	32%	34%
<b>Sexe</b>				
Homme	49%	37%	37%	36%
Femme	40%	36%	28%	32%
<b>Age</b>				
15-24	37%	41%	35%	29%
25-39	42%	41%	33%	34%
40-54	48%	36%	35%	34%
55 +	46%	32%	29%	36%
<b>Age de fin d'études</b>				
15-	42%	31%	25%	33%
16-19	46%	36%	30%	37%
20+	47%	39%	38%	33%
Toujours étudiant	42%	38%	37%	27%
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>				
Indépendants	46%	39%	40%	33%
Cadres	49%	39%	37%	36%
Autres employés	45%	42%	35%	35%
Ouvriers	43%	38%	30%	36%
Hommes/ femmes au foyer	40%	30%	30%	26%
Chômeurs	41%	38%	31%	35%
Retraités	45%	32%	27%	36%
Etudiants	42%	37%	37%	28%
<b>Difficultés à payer ses factures</b>				
La plupart du temps	36%	41%	30%	33%
De temps en temps	43%	38%	33%	31%
Pratiquement jamais/ Jamais	47%	35%	32%	36%
<b>Se considère appartenir à</b>				
La classe ouvrière	41%	36%	28%	32%
La classe moyenne	47%	37%	35%	36%
La classe supérieure	52%	37%	50%	28%
<b>Ma voix compte dans l'UE</b>				
D'accord	53%	32%	40%	31%
Pas d'accord	39%	41%	27%	38%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC5.1 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)

Réponse: Total 'Favorable'

	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	32%	19%	36%	39%	38%	33%	21%	47%	50%	34%	32%
 <b>Sexe</b>											
Homme	37%	22%	38%	47%	44%	35%	28%	55%	51%	40%	39%
Femme	28%	17%	33%	31%	31%	31%	14%	39%	48%	26%	25%
 <b>Age</b>											
15-24	35%	22%	45%	39%	31%	39%	24%	42%	54%	24%	29%
25-39	33%	23%	31%	34%	39%	38%	20%	47%	57%	35%	33%
40-54	35%	18%	39%	42%	44%	31%	26%	55%	56%	33%	36%
55 +	29%	18%	32%	39%	33%	27%	18%	43%	40%	37%	30%
 <b>Age de fin d'études</b>											
15-	25%	14%	27%	33%	29%	20%	17%	34%	41%	30%	15%
16-19	30%	19%	36%	35%	41%	28%	18%	49%	60%	29%	30%
20+	38%	23%	47%	42%	50%	37%	27%	55%	61%	40%	44%
Etudiants	37%	24%	41%	48%	30%	47%	22%	38%	53%	37%	34%
 <b>Catégorie socioprofessionnelle</b>											
Indépendants	40%	13%	51%	39%	51%	46%	28%	56%	48%	43%	34%
Cadres	37%	25%	50%	53%	52%	44%	27%	54%	61%	48%	48%
Autres employés	35%	20%	40%	32%	45%	30%	32%	55%	62%	38%	36%
Ouvriers	30%	17%	35%	32%	35%	32%	19%	44%	55%	30%	34%
Hommes/ femmes au foyer	30%	22%	30%	40%	31%	37%	10%	43%	39%	20%	13%
Chômeurs	31%	17%	28%	38%	38%	28%	18%	44%	48%	28%	22%
Retraités	27%	18%	32%	37%	28%	23%	17%	43%	41%	36%	30%
Etudiants	37%	24%	46%	48%	33%	44%	22%	42%	55%	27%	33%



## **EUROBAROMÈTRE STANDARD 81**

### **Les Européens, l'Union européenne et la crise**

### **SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES**

Entre le 31 mai et le 14 juin 2014, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS political & social, TNS UK et TNS opinion, a réalisé la vague EB81.4 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale Communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague EUROBAROMÈTRE 81.4 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 81 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des 28 États membres de l'Union européenne et résidant dans un des États membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 81 a été conduite également dans les cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les États membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les États participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

**Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage  
(au niveau de confiance de 95%)**

*tailles d'échantillon en lignes*

*résultats observés en colonnes*

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
<b>N=50</b>	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	<b>N=50</b>
<b>N=500</b>	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	<b>N=500</b>
<b>N=1000</b>	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	<b>N=1000</b>
<b>N=1500</b>	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	<b>N=1500</b>
<b>N=2000</b>	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	<b>N=2000</b>
<b>N=3000</b>	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	<b>N=3000</b>
<b>N=4000</b>	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	<b>N=4000</b>
<b>N=5000</b>	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	<b>N=5000</b>
<b>N=6000</b>	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	<b>N=6000</b>
<b>N=7000</b>	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	<b>N=7000</b>
<b>N=7500</b>	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	<b>N=7500</b>
<b>N=8000</b>	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	<b>N=8000</b>
<b>N=9000</b>	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	<b>N=9000</b>
<b>N=10000</b>	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	<b>N=10000</b>
<b>N=11000</b>	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	<b>N=11000</b>
<b>N=12000</b>	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	<b>N=12000</b>
<b>N=13000</b>	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	<b>N=13000</b>
<b>N=14000</b>	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	<b>N=14000</b>
<b>N=15000</b>	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	<b>N=15000</b>
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.012	31/05/14	9/06/14	9.263.570	2,18%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.074	31/05/14	9/06/14	6.294.563	1,48%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.011	31/05/14	9/06/14	8.955.829	2,11%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.006	31/05/14	9/06/14	4.625.032	1,09%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.576	31/05/14	9/06/14	71.283.580	16,79%
EE	Estonie	TNS Emor	1.031	31/05/14	9/06/14	1.113.355	0,26%
IE	Irlande	Behaviour & Attitudes	1.003	31/05/14	9/06/14	3.586.829	0,84%
EL	Grèce	TNS ICAP	1.017	31/05/14	9/06/14	8.791.499	2,07%
ES	Espagne	TNS Spain	1.033	31/05/14	9/06/14	39.506.853	9,31%
FR	France	TNS Sofres	1.004	31/05/14	9/06/14	51.668.700	12,17%
HR	Croatie	HENDAL	1.003	31/05/14	9/06/14	3.625.601	0,85%
IT	Italie	TNS Italia	1.036	31/05/14	9/06/14	51.336.889	12,09%
CY	Rép. de Chypre	CYMAR	500	31/05/14	9/06/14	724.084	0,17%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.012	31/05/14	9/06/14	1.731.509	0,41%
LT	Lituanie	TNS LT	1.015	31/05/14	9/06/14	2.535.329	0,60%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	506	31/05/14	9/06/14	445.806	0,11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1.087	31/05/14	9/06/14	8.477.933	2,00%
MT	Malte	MISCO	504	31/05/14	9/06/14	360.045	0,08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	31/05/14	9/06/14	13.901.653	3,27%
AT	Autriche	ipr Umfrageforschung	1.000	31/05/14	9/06/14	7.232.497	1,70%
PL	Pologne	TNS Polska	1.001	31/05/14	9/06/14	32.736.685	7,71%
PT	Portugal	TNS Portugal	1.075	31/05/14	9/06/14	8.512.269	2,01%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.022	31/05/14	9/06/14	16.880.465	3,98%
SI	Slovénie	RM PLUS	1.043	31/05/14	10/06/14	1.760.726	0,41%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.024	31/05/14	10/06/14	4.580.260	1,08%
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.012	31/05/14	10/06/14	4.511.446	1,06%
SE	Suède	TNS Sifo	1.008	31/05/14	12/06/14	7.944.034	1,87%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.373	31/05/14	14/06/14	52.104.731	12,27%
<b>TOTAL UE28</b>			<b>28.004</b>	<b>31/05/14</b>	<b>14/06/14</b>	<b>424.491.772</b>	<b>100%*</b>

\* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis

CY(tcc)	Comm. chypriote turque	KADEM	500	31/05/14	9/06/14	143.226
TR	Turquie	TNS Piar	1.026	31/05/14	10/06/14	54.844.406
MK	Anc. Rép. yougoslave de Macédoine	TNS BRIMA	1.033	31/05/14	9/06/14	1.678.404
IS	Islande	Capacent	501	31/05/14	9/06/14	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	551	31/05/14	9/06/14	492.265
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.074	31/05/14	9/06/14	6.409.693
<b>TOTAL</b>			<b>32.689</b>	<b>31/05/14</b>	<b>14/06/14</b>	<b>488.312.043</b>